

Droits de l'Homme extérieur UE

Ce que l'on entend par là / Notre objectif :

Nous considérons que la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme sont des valeurs communes qui font de l'Union européenne un acteur primordial sur la scène internationale, mais qui engagent aussi sa responsabilité pour soutenir concrètement les processus démocratiques et lutter contre les violations des droits de l'Homme.

Qu'avons-nous obtenu ? / Ou en sommes nous ?

- Nous avons soutenu l'adoption d'un instrument financier européen pour la démocratie et les droits de l'Homme dans le monde, afin de pérenniser le financement des projets de la société civile, d'améliorer la protection des défenseurs des droits de l'Homme dans les situations d'urgence et d'agir sans avoir à demander l'accord préalable des Etats.
- Nous avons soutenu les infirmières bulgares et le médecin palestinien injustement emprisonnés en Libye, accusés d'avoir contaminé par le VIH/SIDA des enfants hospitalisés.
- Nous avons demandé la libération des opposants politiques au Tchad.
- Nous nous sommes battus pour l'inclusion d'une clause relative au respect des droits de l'Homme dans tous les accords commerciaux de l'Union.

Ce qu'a fait la droite / exemples, votes clés :

- **Elle a voté en faveur de la directive retour, ou "directive de la honte"**, qui autorise un temps de rétention de 18 mois des sans papiers avant leur renvoi dans leur pays d'origine. Cette directive instaure également le bannissement de 5 ans du territoire européen de tous les demandeurs d'asile dont le dossier a été refusé **et permet la rétention des mineurs**. Ces dispositions confèrent un statut de suspect aux migrants et sont clairement contraires au projet humaniste de l'Union.
- Elle a refusé notre proposition de créer une « taxe éthique » basée sur le respect de la dignité humaine face aux conditions de travail, permettant ainsi de lutter efficacement contre toutes formes d'esclavage moderne, de travail des enfants et d'exploitation.
- Alors que la Colombie est régulièrement pointée du doigt pour ses violations des droits de l'Homme, **la droite au Parlement refuse toujours la révision des préférences commerciales que l'Europe accorde à ce pays au titre de la bonne gouvernance.**

Ce que nous proposons :

- Nous militons pour que le droit international et les droits de l'Homme soient les éléments moteurs de chaque réaction de l'Union européenne face aux crises et conflits internationaux.
- **Nous nous battons depuis toujours pour que l'accès à l'eau et à l'assainissement soit inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.**
- Nous accordons toujours la plus grande attention au soutien ciblé d'acteurs-clés comme les femmes, les jeunes ou les handicapés, dans la mise en œuvre des programmes d'aide au développement communautaires, et ce afin de contribuer de manière décisive à enraciner les concepts de bonne gouvernance et de démocratie dans les pays en développement.